TRIBUNE
JEUDI 12 NOVEMBRE 2026

LES TERRITOIRES DOIVENT ÊTRE AU CŒUR DE NOTRE PROJET !

Un appel d'élu.es locaux aux forces de gauche et à leurs candidats à la présidentielle.

Dans quelques mois, la France élira sa présidente ou son président. La Constitution de la Ve République fait de cette élection un moment déterminant. Elle doit permettre de trancher les grandes orientations du pays pour les années à venir : dire où va la société française, quels moyens elle se donne pour atteindre ses objectifs et comment sortir d'une situation de blocage et d'exacerbation des antagonismes.

Nous nous exprimons aujourd'hui pour dire notre inquiétude quant à la manière dont s'engage ce moment nécessaire de confrontation des idées et des projets.

Cette campagne s'inscrit dans un contexte particulier. Pour la première fois, l'extrême droite populiste est aux portes du pouvoir et menace les fondements mêmes du projet républicain. Alors que le débat devrait permettre d'arracher le masque de respectabilité derrière lequel tente de se cacher un Rassemblement national toujours profondément xénophobe, autoritaire, réactionnaire et ultralibéral, la montée des tensions empêche toute clarté, dans une campagne rythmée par les crises sociales, financières et écologiques.

Depuis dix ans, ces crises ont délivré un message que les enquêtes d'opinion confirment : si ce pays tient, c'est notamment grâce à ses élus locaux, au plus près de leurs concitoyens, connaissant leurs difficultés et trouvant des réponses dans l'urgence. Les habitants le savent et le reconnaissent : la confiance demeure envers les maires, quand elle se défait envers les élus nationaux.

Conforter l'action publique territoriale devrait donc être au cœur du projet de la gauche pour cette élection présidentielle, en renforçant les moyens, la capacité d'action et l'autonomie des collectivités.

Nous n'énonçons pas ici un dogme : nous partons de nos expériences et des réussites de l'action publique locale. Dans les communes, les départements et les régions, nous contribuons à la restauration scolaire : des repas cuisinés sur place, au juste prix, qui

nourrissent à la fois les enfants et l'activité des producteurs locaux. Nos centres communaux et intercommunaux d'action sociale (CCAS et CIAS) accompagnent, semaine après semaine, les ménages que la crise fait basculer dans la précarité : aide alimentaire, chèques énergie, médiation, logement social. Ce sont des filets de sécurité essentiels, soutenus par les collectivités. Nos choix d'infrastructures et de services accompagnent le développement économique ; nos offres de transports collectifs sont essentielles à la vie quotidienne des habitants ; et, sans nos plans climat, la France ne peut tenir ses objectifs climatiques, tant en matière d'adaptation que de réduction des émissions. Voilà ce que l'« action publique locale » signifie dans la vie des gens. Voilà ce qu'il faut amplifier.

C'est pourquoi nous attendons des propositions ambitieuses qui concrétisent cette ambition. Certes, tous les programmes ne sont pas encore dévoilés, mais l'atonie du débat sur cet enjeu essentiel nous inquiète. Nous appelons à faire de cette campagne un moment de refonte du pacte républicain, afin de replacer la cohésion sociale et territoriale au cœur des politiques publiques.

À ce jour, seules des propositions absurdes ont été mises en débat, comme celle de supprimer les intercommunalités, portée par un Rassemblement national qui montre ainsi sa méconnaissance de la réalité de nos territoires. Sans cette mutualisation, de nombreux services publics de proximité ne pourraient être assurés, notamment au bénéfice des plus fragiles de nos concitoyens. Trop peu de voix se sont pourtant élevées pour dénoncer ce communalisme de pacotille. Plus largement, les dénonciations restent trop faibles face au bilan désastreux de dix ans de macronie, marqué par une volonté systématique d'affaiblir l'autonomie fiscale des collectivités et, avec elle, leur capacité d'initiative. Le retour anachronique d'un préfet napoléonien, qui se vivrait en chef d'orchestre de l'action publique locale, en est le symbole. Alors que l'État se montre incapable de répondre aux attentes de la population, ce serait un retour en arrière insensé, remettant en cause le principe constitutionnel de libre administration des collectivités. Ce jacobinisme d'un autre temps est contraire au sens de l'histoire. Aujourd'hui, une grande majorité d'États européens accordent davantage de compétences et de moyens à leurs territoires, notamment aux régions. C'est la voie à suivre pour renforcer l'efficacité de l'action publique et la confiance de nos concitoyens dans la politique.

Nous appelons aujourd'hui à un projet renouvelé à gauche, ambitieux et sans ambiguïté, pour soutenir l'action publique territoriale et la placer au cœur des réponses à apporter aux crises sociales et écologiques.

Nous demandons ainsi :

• Le renforcement des moyens financiers des collectivités. Il passe, d'une part, par un meilleur partage des richesses entre l'État et les collectivités territoriales et, d'autre part, par le retour, au cours du prochain quinquennat, à une autonomie fiscale qui leur permette de générer des recettes propres, afin de ne pas être, comme c'est le cas avec le budget 2027, sous la coupe d'un État sans parole. Nous le soulignons : les dernières mesures annoncées, qui renient les engagements pris, auront d'évidentes conséquences récessives en fragilisant les capacités d'investissement des territoires. Au-delà de l'impôt, et en particulier du retour d'une fiscalité économique au service des territoires, il faut aussi permettre aux collectivités d'emprunter sur des durées longues et à des coûts maîtrisés pour financer les investissements d'avenir et les transitions. C'est un enjeu majeur, qui passe notamment par une mobilisation de l'épargne des Français clairement orientée vers l'action locale. L'ensemble doit être inscrit dans une loi de programmation des finances locales.

• Un nouvel aménagement du territoire. Nous appelons à renforcer les pôles urbains intermédiaires, les villes moyennes et les espaces périurbains qui maillent le territoire. Ils constituent un atout pour une politique de cohésion ambitieuse, plaçant les citoyens au cœur de l'aménagement du territoire. Ils sont essentiels pour que nul ne se retrouve trop éloigné des écoles, des formations ou des offres de soins. Il nous faudra aussi revenir sur cette absurde création de méga-régions, qui fait fi de la proximité et des réalités culturelles. Nos institutions ont pour objet de construire ensemble ; elles ne peuvent donc s'envisager que dans le cadre des réalités vécues. Respecter l'histoire et l'identité des territoires n'est pas antinomique avec le sentiment d'appartenance à une même communauté nationale. La loi sur l'autonomie de la Corse, qu'il conviendra d'adopter, peut être une source d'inspiration pour l'ensemble du territoire !

• L'articulation des planifications. Elle est essentielle pour la transition écologique, mais aussi dans des domaines aussi importants pour la qualité de vie de nos concitoyens que la santé, l'éducation ou les mobilités. Les différents niveaux de puissance publique (État, régions, bloc communal) disposent chacun d'outils de planification qui doivent être renforcés. Leur mise en cohérence ne peut se résumer à la verticalité étatique actuelle : les stratégies nationales ne seront efficaces que si elles s'appuient sur l'articulation de ces plans, du bas vers le haut autant que du haut vers le bas. Le transfert des agences régionales de santé aux régions pourrait être un symbole de cette nouvelle approche.

• L'adoption d'un statut de l'élu local enfin protecteur. C'est une urgence. Ce statut doit permettre d'exercer un mandat sans crainte de perdre son salaire, ses possibilités d'avancement de carrière ou ses droits à la retraite, tout en assurant la reconnaissance des compétences acquises. Préserver les vocations et encourager l'engagement personnel dans les instances locales, c'est consolider un socle essentiel de notre démocratie.

Mettre les territoires au cœur du projet de la gauche, c'est notre meilleure réponse au risque d'arrivée du RN au pouvoir. Les dernières élections municipales ont montré, par leurs résultats, la perte d'influence de la gauche dès que nous nous éloignons des villes-centres. C'est dans les deuxième et troisième couronnes, dans la France des lotissements et des maisons individuelles, que le RN prospère. Il surfe sur le sentiment de déclassement, de délaissement et de non-respect de la promesse d'une vie meilleure. Ces ménages ne sont pas nécessairement les plus précaires, mais ils peinent à boucler leurs fins de mois, comptent chaque euro et subissent de plein fouet la hausse des coûts de l'énergie. Faute d'un accompagnement constant et suffisant de leur transition, parce que les pompes à chaleur, les rénovations globales ou les voitures électriques leur sont financièrement inaccessibles, ils doutent d'une écologie qu'ils jugent donneuse de leçons et davantage porteuse d'interdits que d'améliorations de leur qualité de vie et de leur pouvoir d'achat. Ils sont pourtant souvent les premières victimes des aléas climatiques et des pollutions. Ce sont eux qui subissent au quotidien l'absence de médecins, la fermeture des services publics, la disparition des commerces de proximité et les pertes d'emplois. Renforcer les collectivités territoriales, leur donner les moyens de conforter les offres de transports et de soins, et d'accompagner la transition écologique de leurs habitants, est donc un élément essentiel de la reconquête de ces électorats, qui votent d'abord à l'extrême droite pour protester contre nos propres renoncements et abandons, contre une gauche qu'ils perçoivent comme repliée sur les métropoles et les centres urbains.

Le projet que nous portons est celui d'un nouveau contrat du vivre-ensemble, s'appuyant sur le dynamisme des pays et de leurs élus. Si nous appelons à davantage d'autonomie et de capacité d'action pour les collectivités, nous ne souhaitons pas renforcer la concurrence entre elles : nous voulons qu'elles se développent en complémentarité les unes avec les autres. Transférer le centralisme jacobin aux capitales régionales n'est pas une garantie de développement équilibré. Le projet de la gauche s'inscrit d'abord dans la solidarité. C'est pourquoi nous demandons des mécanismes de péréquation forts, un aménagement du territoire volontariste, des règles de solidarité renforcées, à l'instar de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), et une attention aux territoires ruraux et périurbains qui ne doivent pas passer après des métropoles choyées. Il faut des régulations et

des solidarités fortes : il appartient à l'État et aux régions de garantir la cohésion territoriale, et nous devons y veiller.

Le projet que nous portons, c'est celui de la gauche décentralisatrice. Nous sommes fiers de cette histoire : des premières lois Defferre sur la décentralisation à la loi Voynet sur l'aménagement du territoire, en passant par les lois Chevènement puis Lebranchu, ou encore par la création des schémas de cohérence territoriale (SCoT) dans la loi SRU. C'est toujours la gauche qui a porté ces évolutions, face à une droite passéiste et conservatrice. Il appartient à la gauche, à l'occasion de cette élection présidentielle, de renouer avec cette histoire. Sans des territoires forts, dotés de moyens d'action renforcés, la France ne pourra faire face aux défis qui se dressent devant elle. La gauche doit le réaffirmer durant cette campagne essentielle pour l'avenir du pays.

Nous le disons sans détour : si la gauche présente aux électeurs de territoires qui se sentent délaissés un projet écrit ailleurs, pour ailleurs, elle les perdra — et avec eux, sans doute, l'élection présidentielle. Mais surtout, elle ne répondra pas aux difficultés et aux blocages d'une société en tension, que seul un vaste élan de décentralisation peut aider à rassembler. C'est un enjeu majeur de cette élection présidentielle.

LES PREMIERS SIGNATAIRES

Maires
Florent Yann Lardic – Maire d'Audierne (Finistère)
Boris Lemaire – Maire de Questembert (Morbihan)
Samuel Féret – Maire d'Arzal (Morbihan)

Adjoints au maire et conseillers municipaux
Ronan Dantec – Conseiller municipal de Nantes (Loire-Atlantique)
Maxime Picard – 2e adjoint au maire de Questembert (Morbihan)
Laurent Robin – Conseiller municipal à Machecoul-Saint-Même (Loire-Atlantique)
Aurélie Mézière – Conseillère municipale à Plessé (Loire-Atlantique)
Hélène Bernugat – Conseillère municipale à Beaucouzé (Maine-et-Loire)
Sébastien Boussion – 2e adjoint au maire de Trélazé (Maine-et-Loire)
Guillaume Gontard – Conseiller municipal du Percy (Isère)
Mickaël Marie – 7e adjoint au maire de Mondeville (Calvados)

Bruno Ricard – Conseiller municipal à Lanvallay (Côtes-d'Armor)
Arthur Salviac – Conseiller municipal à Brissac Loire Aubance (Maine-et-Loire)

Conseillers départementaux
Grégory Blanc – Conseiller départemental de Maine-et-Loire
Barthélémy Gonella – Conseiller départemental du Finistère
Hervé Gillé – Conseiller départemental de la Gironde

Conseillers régionaux
Aziliz Gouez – Conseillère régionale de Bretagne
Valérie Tabart – Conseillère régionale de Bretagne
Anne-Laure Bedu – Conseillère régionale de Nouvelle-Aquitaine

Cet appel est coordonné par Ensemble sur nos territoires – Rassemblement social-écologiste. Les signataires sont non encartés ou membres de diverses organisations politiques. Leur signature ne constitue en aucun cas un soutien à Ensemble sur nos territoires – Rassemblement social-écologiste.

CLIQUEZ ICI POUR SIGNER L'APPEL